

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

VOIR LE SOMMAIRE
A LA PAGE 2

N° 68 - 15 janvier 1979

PRIX : 1 F

retrait immédiat
des troupes d'occupation
du Sahara occidental !



sommaire

Page 3 :

- MAURITANIE : Saleck, un dictateur à l'épiderme sensible

Page 4 :

- MALI : la corruption, maladie du régime

Page 5/6

- SENEGAL : un parti de plus mais pas plus de démocratie.

Inégalités, même devant les épidémies

Page 7 :

- MADAGASCAR : le service national sert vraiment à tout

Page 8 :

- IRAN : l'opposition veut chasser le Chah mais elle veut gouverner avec la même armée

Page 9 :

- CAMBODGE : le nouveau régime représente-t-il la population

Page 10 :

- CUBA : il y a 20 ans Castro prenait le pouvoir

abonnements

-FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

-AUTRES PAYS :

écrire au journal

-Adresser toute correspon-

dance à : Combat Ouvrier

BP 80 93 300

Aubervilliers France

en spécifiant :

"pour le PAT"

éditorial

RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES D'OCCUPATION DU SAHARA OCCIDENTAL !

Ould Saleck a déclaré récemment aux journalistes à Nouakchott, qu'il était prêt à organiser un référendum au Sahara Occidental et à se soumettre aux résultats de ce référendum. Et il est également prêt à rétablir les relations diplomatiques avec l'Algérie. Ce n'est d'ailleurs pas si sûr que le dictateur Saleck passe des paroles aux actes, car cela fait plus de 6 mois maintenant que les militaires ont pris le pouvoir en Mauritanie. Depuis, ils n'ont redressé ni l'économie mauritanienne, ni la politique criminelle engagée par l'ancien régime contre le peuple saharoui.

Néanmoins Ould Saleck parle de négocier avec le Front Polisario, et il s'agit là manifestement d'un changement de politique. Ce n'est certes pas par bonté de cœur que le régime mauritanien envisage publiquement de se dégager de la partie du Sahara Occidental qu'il s'était annexé.

En brigand de petite envergure, la Mauritanie s'est accoquinée avec son brigand de voisin, le Maroc pour se livrer à cet acte de brigandage qu'était le partage du Sahara au détriment des aspirations des saharouis. Le régime mauritanien s'y est d'autant plus associé, que les dirigeants pensaient que cela se ferait facilement. Le Maroc et la Mauritanie n'avaient-ils pas l'acquiescement de l'impérialisme français ?

Seulement voilà, le peuple saharoui n'a pas accepté cette "solution" décidée sur son dos. Il se bat. Et l'occupation présumée facile s'est transformée en une guerre difficile, dans laquelle la Mauritanie ne fait pas le poids. Sur le plan militaire, comme sur le plan politique, le régime mauritanien se trouve dans l'incapacité de continuer cette guerre, raison pour laquelle Saleck cherche une solution négociée. Seulement il a un autre problème, celui de la présence des troupes marocaines aussi bien en Mauritanie que dans la partie "mauritanienne" du Sahara.

Or Hassan II, le brigand marocain, ne manifeste pour l'instant aucun désir de lâcher prise. Les dirigeants mauritaniens ont quelques raisons de craindre que le Maroc leur fasse payer le prix d'un éventuel "lâchage".

Quelles que soient les raisons qui font que la Mauritanie continue la guerre, elle reste une sale guerre. Elle se fait contre l'aspiration légitime d'un peuple d'être chez lui dans son propre pays. Mais elle se fait aussi au détriment des exploités mauritaniens, car c'est sur leur dos, avec leur sang et avec leurs impôts que cette guerre se mène, pour le profit de quelques privilégiés mauritaniens, aspirant au rôle de gardien de l'ordre sur le Sahara Occidental, pour le compte des trusts impérialistes.

- CESSATION IMMEDIATE DE LA GUERRE CONTRE LES SAHARAOUIS

- RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES D'OCCUPATION DU SAHARA
OCCIDENTAL.

SALECK un dictateur à l'épiderme sensible

A une interview récente d'un journaliste de "Jeune Afrique" au sujet des partis politiques, Ould Saleck a déclaré : "Personnellement, j'ai la chair de poule lorsque j'entends parler de partis politiques. Je pense et espère que mes compatriotes sont dans la même disposition d'esprit. Après tous ce que nous avons vécu depuis l'indépendance, nous avons vraiment besoin d'en finir une fois pour toutes avec cette histoire de parti. Cela dit, les mauritaniens sont libres de faire ce que bon leur semblera."

Apparemment Ould Saleck semble parler du PPM, parti de Ould Daddah, qui fut dissout au lendemain du coup d'Etat qui a porté le Comité Militaire au pouvoir.

Ould Saleck n'a d'ailleurs guère eu l'occasion de s'en prendre à d'autres partis : le PPM était déjà un parti unique. En somme Ould Saleck face aux partis, c'est comme Ould Daddah, avec un parti unique en moins et la chair de poule en plus.

Si les exploités veulent constituer un parti révolutionnaire à eux, ils sauront qu'ils n'ont pas intérêt à en demander l'autorisation à Ould Saleck. Mais ils pouvaient s'en douter déjà ...

* * * * *

ERRATUM

Dans notre précédent numéro, une erreur technique nous a fait écrire en titre : "SEKOU TOURE RENOUE AVEC L' IMPERIALISME". Il fallait lire : "SEKOU TOURE RENOUE AVEC L'IMPERIALISME FRANCAIS"

M A L I

la corruption, maladie du régime

Les dirigeants corrompus au pouvoir au Mali continuent de régler les comptes entre eux. Le colonel Joseph Mara, ancien président de la "Commission d'Enquêtes", officiellement chargé en février 1978, par Moussa Traoré de faire la lumière sur la corruption et les détournements de fonds, a été arrêté à son tour par le Comité Militaire. Mara est accusé d'avoir touché des "pots de vin" de plusieurs millions de francs maliens pour minimiser ou masquer certaines fraudes.

Est-ce la seule raison de son arrestation ou Traoré avait-il d'autres comptes à régler avec lui, peu importe. Le régime vient en tous les cas, de donner lui-même l'illusion qu'il a du mal à trouver parmi ses dignitaires, un homme suffisamment intègre pour que la campagne contre la corruption apparaisse un peu crédible.

Oh, bien sûr, on en a entendu des discours fustigeant la corruption après l'arrestation de Tiécoro Bakayoko, Kissima Doukara, Karim Dembélé et autres lieutenants déçus de Traoré ! Mais l'ancien chef de la sécurité a pu se livrer à des détournements qui étaient de notoriété publique pendant des années, sans qu'il soit inquiété. Et c'est à partir du moment où il a pu apparaître comme un rival possible pour Traoré qu'il fut arrêté et jugé pour corruption.

Que ces gens soient en prison, personne ne les plaindra. Mais leur condamnation ne mettra pas fin à la corruption profonde qui touche l'Etat de haut en bas. Le moindre poste d'autorité est, pour son détenteur, une source de revenu, et pour les postes plus élevés, une source d'enrichissement. Les dignitaires du régime, militaires, hauts fonctionnaires, vivent bourgeoisement en détournant à leur profit, l'argent des travailleurs, des paysans pauvres, l'argent des impôts ; en partie officiellement, en plus grande partie encore officieusement. Et pendant qu'ils se remplissent copieusement les poches, en puisant dans les caisses de l'Etat, on ne construit ni hôpitaux, ni écoles, ni même des puits cimentés indispensables.

On ne peut évidemment pas s'attendre à ce que le régime s'attaque sérieusement à la corruption. Il en vit de haut en bas. A côté du parasitisme luxueux des hauts dignitaires, il y a la corruption générale de tous ceux qui détiennent un quelconque poste d'autorité, et qui essayent de tirer de ce poste tous les avantages possibles, en particulier pécuniers. Pour ne citer que cet exemple, tristement connu de tous les travailleurs émigrés : combien de fois leurs mandats envoyés à leurs proches au Mali, ont été amputés à la poste de Bamako ou de Kayes, par des prélèvements parfaitement illégaux, mais qui sont connus de tous !

C'est la misère générale qui incite ceux qui détiennent des postes à en faire une source de privilèges. Mais s'ils peuvent en faire une pratique courante, c'est parce que tous ceux qui détiennent de tels postes, sont incontrôlables et incontrôlés. La corruption à tous les niveaux découle de ce que sont les Etats dans les pays pauvres d'Afrique : des appareils de répression étrangers à la majorité de la population, qui ne peuvent accepter aucune forme de contrôle par en bas.

Pour mettre fin au scandaleux parasitisme de l'Etat, il faut le renverser, le détruire de fond en comble. Et il faut surtout que les ouvriers, les paysans pauvres assument eux-mêmes le pouvoir étatique, qu'ils en contrôlent tous les rouages, que toutes les fonctions publiques soient électives.

SENEGAL un parti de plus mais pas plus de démocratie

Senghor vient de donner l'autorisation que soit reconnue l'existence légale d'un 4^{ème} parti politique au Sénégal. C'est le MRS (Mouvement Républicain Sénégalais) de M. Boubakar Guèye qui sera le 4^{ème} parti légal, car selon Senghor "il y a de la place pour un parti conservateur". Boubakar G. est en effet un ancien ministre du régime de Senghor. Il se réclame du "capitalisme libéral" et n'est nullement opposé à la politique de Senghor.

Par contre pour les autres partis ou organisations d'opposition qui attendent d'être reconnus, il n'y aurait pas de place. Senghor a même déclaré aux journalistes que "des mesures de plus en plus sévères destinées à punir ceux qui créent illégalement des partis et des journaux" vont être prises. Pour ceux-là ce sera des emprisonnements et des amendes.

Cela dit, Senghor se réclame volontier de la démocratie et du multipartisme. Il affirme-même qu'il est utile à un gouvernement d'avoir devant lui des partis qui le critiquent mais à condition qu'ils soient "sages et sérieux". C'est dire que ces partis-là n'auront le droit d'exister que s'ils acceptent les règles imposées par lui.

Si à côté du PSS de Senghor, le PAI, le PDS et le MRS ont droit à l'existence légale c'est parce qu'ils rendent bien des services à Senghor. Ils jouent le rôle de "partenaires sérieux" et permettent au régime de poser en régime parlementaire.

Senghor ne se fait d'ailleurs pas faute de souligner que son régime est un des rares d'Afrique où existent plusieurs partis et une certaine vie politique. Et c'est bien à l'image de la situation en Afrique dominée du Nord au Sud par des dictateurs, galonnés ou pas, qu'un régime comme celui de Senghor puisse poser en modèle de démocratie ! Alors que le droit légal des partis à l'existence est entièrement le fait du prince.

Senghor a décidé qui a le droit d'avoir pignon sur rue et qui n'en a pas. Il a reconnu le parti de Boubakar Guèye ou celui d'Abdoulaye Wade et pas celui de Cheikh Anta Diop par exemple. En fonction de quoi ? De son seul pouvoir discrétionnaire.

Mais il est vrai que le petit concours pour accéder au droit officiel de participer au jeu parlementaire concerne de toute façon, pour l'essentiel, de petits cénacles d'intellectuels, de politiciens ou ceux qui rêvent de l'être, et pas la grande masse de la population maintenue dans l'ignorance, que l'on appelle cependant de temps en temps aux urnes pour justifier par des élections les prétentions démocratiques de Senghor.

Senghor, éduqué dans les milieux politiques de la IV^{ème} République Française, essaie de jouer au parlementarisme, mais à un parlementarisme bien encadré, bien contrôlé, dont il fixe lui-même toutes les règles du jeu.

Le PAI, le PDS, le MRS, et même son propre parti, le PSS, ne sont là que pour le décor, pour masquer que le véritable pouvoir est ailleurs. Et dans le cas du Sénégal le masque est vraiment trop transparent !

Mais au fond, en est-il dans les Etats bourgeois les plus démocratiques ? L'exemple du Chili a montré il n'y a pas si longtemps, tragiquement, que derrière la comédie de la vie parlementaire -qui a l'avantage pour les possédants de faire croire aux exploités qu'ils détiennent une parcelle du pouvoir avec leurs bulletins de vote- le véritable pouvoir appartient à l'armée, à la caste des hauts fonctionnaires inamovibles.

Alors laissons à des gens comme Cheikh Anta Diop de poser le problème sur le seul terrain constitutionnel. Ce n'est pas au nom d'un parlementarisme plus libéral, plus à l'occidentale, que les prolétaires sénégalais ont à mener le combat contre la dictature de Senghor accommodée à la sauce du multipartisme, même si les travailleurs révolutionnaires sont solidaires de toutes les actions contre le régime, qui vont dans le sens d'un accroissement des libertés démocratiques.

Les travailleurs sénégalais ont à s'organiser pour prendre en main eux-mêmes le pouvoir politique. Et si le fait que Senghor joue au parlementarisme donne tout de même un

peu plus de possibilités de s'exprimer au Sénégal que dans la plupart des pays d'Afrique, autant saisir cette occasion pour s'organiser, pour créer des liens entre travailleurs, pour s'habituer à faire de la politique. C'est tout ce que la "démocratie" à la Senghor peut permettre -et d'ailleurs, peut-être, à titre tout à fait temporaire- mais cela ne vaut que dans la mesure où les travailleurs savent en faire leur profit.

inégalités, même devant les épidémies

Le choléra a fait des victimes au Sénégal. Le gouvernement reconnaît qu'il y a eu 5 morts et près de 300 cas "suspects". Le choléra est une épidémie très dangereuse car son virus se reproduit très rapidement. Cette maladie s'attrape quand les conditions d'hygiène sont mauvaises, c'est-à-dire particulièrement dans les quartiers et les régions où les ordures ne sont pas ramassées et détruites régulièrement ; ce sont les cadavres d'animaux, et les viandes pourries qui traînent par terre qui sont la proie de ce virus, qui ensuite contamine les populations environnantes.

Il n'est donc pas étonnant que, dans ces conditions-là, ce soient les quartiers ouvriers de Dakar (Pikine et Tiarhoye) ainsi que la région du Cap-Vert qui aient été les plus atteints par cette maladie. Le journal gouvernemental "Le Soleil" annonce qu'une campagne de vaccination a été lancée particulièrement dans la région du Cap-Vert et que par conséquent il n'y a pas de quoi s'affoler et créer une "psychose". La psychose dont parle ce journal est en réalité le manque de vaccin. En effet la quantité de vaccin disponible est loin d'être suffisant, alors que les queues sont longues devant les rares centres de vaccination.

Le vaccin coûte 300 CFA dans les pharmacies, mais certains pharmaciens ont profité de l'insuffisance de ce produit pour augmenter leurs prix. Ceux qui n'ont pas les moyens de payer ces vaccins sont obligés de subir les longues attentes devant les dispensaires publics.

Le gouvernement se moque de la santé de la population laborieuse. Pourtant, dans le cas précis des vaccinations contre le choléra, cela ne lui coûterait pas cher de commander des vaccins et de mobiliser du personnel. En tout cas cela ne lui coûterait qu'une petite partie de ses dépenses faites pour moderniser l'armée et la police.

Mais quand bien-même le gouvernement consentirait à acheter des vaccins, cela ne changerait pas le fond du problème. Car dans un système capitaliste, même les épidémies frappent différemment, suivant que l'on soit riche ou pauvre. Et c'est toujours parmi la population travailleuse qu'il y a le plus de victimes, ne serait-ce que parce que ce sont eux qui habitent les quartiers insalubres.



Madagascar : le service national sert vraiment à tout !

De nouveaux textes de lois sur le Service National ont été publiés à la mi-décembre par le gouvernement Ratsiraka.

La durée du Service National a été portée de 18 à 24 mois. Auparavant les appelés étaient enrôlés dans les Forces Armées, et une petite partie (les bacheliers) dans l'enseignement. A partir de maintenant une grande partie des appelés effectueront le Service National en tant que civils dans divers secteurs de la fonction publique : hôpitaux, postes, travaux publics, entreprises d'Etat . . . etc.

Les règlements et les punitions ont été annoncés dans le détail: pas de liberté d'expression, de réunion ni d'association, pas le droit de grève ni de se syndiquer, pas le droit de se marier ... sauf autorisation ... etc.

Ainsi un télégraphiste ou un infirmier n'ayant pas encore effectué un service national verra son statut changé pour une durée de 24 mois, tout en gardant la même place ! Il sera en quelque sorte réquisitionné et dépendra de l'Etat Major des Forces Armées. S'il est déjà dans un parti ou un syndicat avant d'être appelé, il devra les quitter sous peine d'emprisonnement. Et son salaire baissera. Les textes qui viennent d'être publiés sont discrets sur ce point. Les salaires seront fixés plus tard mais il est certain qu'ils seront inférieurs aux salaires courants.

Jusqu'à présent ceux qui effectuaient leur service dans l'enseignement touchaient 10 000 FMG (200 FF) par mois -non logés et non nourris - alors que le salaire d'un instituteur est de l'ordre de 25 000 FMG en plus du logement.

Les soldats appelés touchent moins de 1000 FMG (20 FF) alors que le SMIG est à environ 8000 FMG.

Cette nouvelle organisation du Service National démontre que le gouvernement peut donner un emploi aux milliers de jeunes qui sont au chômage. Ce ne sont pas les choses à réaliser qui manquent: mise en valeur des terres, construction des routes, lutte contre l'analphabétisme et les maladies endémiques ... etc.

Mais quand les gouvernants s'y attellent c'est en exploitant au maximum et en militarisant le travail. Peu leur importe que les travailleurs qu'ils emploient n'aient pas un niveau de vie décent, car c'est un régime qui est au service des privilégiés.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

L'OPPOSITION VEUT CHASSER LE CHAH IRAN MAIS ELLE VEUT GOUVERNER AVEC LA MÊME ARMÉE

Le Chah a pris la décision de quitter l'Iran "pour se reposer". C'est une façon de sortir par la petite porte. Il aura fallu une lutte acharnée de la population et des milliers de morts pour que l'impérialisme américain se décide à retirer son soutien au bourreau.

Mais avec la direction actuelle du mouvement d'opposition les masses exploitées iraniennes risquent de continuer à vivre sous la dictature. Car les dirigeants religieux, comme ceux du Front National ne veulent que quelques réformes -encore qu'une islamisation de l'Etat ne constituerait en rien un progrès- et un changement à la tête de l'Etat, tout en gardant la même armée dirigée par les mêmes officiers.

Cela fait un an que la population s'affronte à la répression sauvage de l'armée. A aucun moment les Ayatollahs ne lui ont proposé de manifester autrement que les mains nues. Les Ayatollahs n'ont pas poussé les opprimés à s'armer, ne serait-ce que pour se défendre, à supposer qu'ils ne s'y soient pas directement opposés.

Les chefs religieux veulent que l'armée continue de détenir seule le monopole des armes, cette armée qu'ils veulent garder du haut en bas de l'échelon.

Sous le prétexte qu'il faut fraterniser avec les soldats, Khomeiny vient encore, le 15 janvier, de condamner ceux qui s'attaquent aux installations militaires. En tout cas, lui-même cherche à fraterniser avec les officiers de l'armée, ceux-là mêmes qui ordonnent tous les massacres. Si la rumeur se confirme, la décision de Khomeiny de donner une place au Général Madani dans son "Conseil Provisoire de la Révolution Islamique" serait sans doute un geste en direction des dirigeants de l'armée.

L'opposition ménage la hiérarchie militaire. C'est d'elle et avec sa collaboration que les dirigeants religieux veulent tenir le pouvoir.

Peut-être que la profondeur du mouvement de contestation obligera la classe dirigeante iranienne, avec ou sans Khomeiny à sa tête, à accepter de procéder à quelques réformes politiques dans le sens d'une libéralisation. Mais ce sera en tout cas sous la haute surveillance de cette même hiérarchie militaire qui ordonne les massacres actuels. Et l'armée pourra à tout instant resserrer la vis quand elle estimera la situation favorable pour elle. Cela peut aller jusqu'à la solution à la Pinochet. Et comme au Chili de Allende la classe exploitée ne sera pas préparée à se défendre physiquement. Mais cela, toute l'opposition, religieuse ou non, l'admet. Leur politique est criminelle, elle prépare de nouveaux massacres de la population.

CAMBODGE

le nouveau régime représente-t-il la population ?

Le conflit entre le Cambodge et le Vietnam a abouti au renversement du régime des Khmers Rouges. Le FUNSK (Front Uni National pour le Salut du Kampuchea) soutenu par l'armée vietnamienne, environ 100 000 soldats, s'est installé et a mis en place un gouvernement à Phnom Penh. Il contrôle la plupart des grandes villes du Cambodge.

Il est difficile de savoir ce que représente le FUNSK au sein de la population cambodgienne. Pour une jeune organisation comme le FUNSK, un succès aussi rapide n'aurait pas été possible sans l'aide armée importante du Vietnam. Lorsque les Forces armées du FUNSK et du Vietnam sont intervenues, il n'y a apparemment pas eu de résistance de la part de la population des villes et des campagnes.

Cela montre que probablement le régime de Pol Pot n'avait pas le soutien de la population. Les Khmers Rouges, pour réorganiser l'économie nationale avaient employé des moyens draconiens. Pour imposer des mesures - comme par exemple l'évacuation des villes - en partie exigées par les circonstances, ils ont utilisé la force brutale et des méthodes dictatoriales. Et il faut croire que la majorité de la population ne se retrouvait pas dans cette dictature.

Le conflit qui oppose le Vietnam et le Cambodge n'est pas le premier dans l'histoire de ces deux pays. Déjà avant le colonialisme, le Vietnam avait envahi plusieurs fois le Cambodge. Par la suite le colonialisme français, pour maintenir sa domination, avait réuni les quatre Etats du Sud-Est asiatique en un seul pays : l'Indochine. Fidèle à sa politique de diviser pour régner, la France a redivisé la région en plusieurs Etats avant de la quitter.

Depuis que ces deux Etats ont mis fin aux régimes qui étaient à la solde de l'impérialisme américain, un conflit les opposait, qui dépassait un simple conflit de frontière. Le Vietnam semble vouloir rétablir, sous son égide, l'unité de l'ancienne Indochine, en prenant sous son contrôle plus ou moins direct, le Laos et le Cambodge.

Dans ce conflit, le Vietnam bien plus puissant par le nombre de ses habitants et son matériel militaire, a pu mettre en place au Cambodge un régime favorable à sa politique, sous la direction du FUNSK. Et la presse occidentale, qui faisait tant de publicité au FUNSK lors de sa création, est scandalisée maintenant de voir celui-ci au pouvoir. L'opinion occidentale vante aujourd'hui les mérites du prince Sihanouk, qui a pris la tête de l'opposition, et lui donne la parole dans les instances internationales telles l'ONU.

Tous les dirigeants des pays occidentaux s'indignent du fait que le Vietnam s'ingère dans les affaires intérieures du Cambodge. Ces mêmes personnes trouvent pourtant normal que les armées françaises puis américaines soient intervenues pendant des années et des années dans ces mêmes pays qui sont actuellement en guerre. Jusqu'à maintenant ils trouvent normal d'intervenir militairement au Zaïre, au Tchad et en Mauritanie pour aider les dictateurs qui sont leurs alliés.

Eh bien, le problème n'est pas de savoir si les troupes qui ont renversé Pol Pot sont étrangères ou non. Le problème est plutôt de savoir de quel côté se trouve la population cambodgienne. Est-ce que le FUNSK est capable d'avoir la confiance de cette population, il est difficile de le dire pour le moment. Mais si le FUNSK obtient une assise

populaire que Pol Pot n'avait pas, l'intervention vietnamienne s'en trouve légitimé. Malgré la prétention commune des dirigeants vietnamiens et cambodgiens de se réclamer du communisme, le communisme n'est pour rien dans cet affrontement entre deux nationalismes, et l'intervention vietnamienne au Cambodge n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien.

Les travailleurs révolutionnaires ne se réclament cependant d'aucune phraséologie prônant la non-ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre. C'est au peuple cambodgien de dire s'il est ou non mieux représenté par le nouveau pouvoir, même mis en place par l'armée d'un autre pays . C'est cela qui compte./.

=====
=====

CUBA

IL Y A 20 ANS CASTRO PRENAIT LE POUVOIR

Le 1^{er} janvier 1959, le monde entier apprenait la chute de Batista, le dictateur sanglant qui régnait sans partage sur Cuba, grâce au soutien de l'impérialisme américain. Une poignée de guerilleros, avec à leur tête Fidel Castro, ont su prendre la tête d'une véritable insurrection paysanne, pour balayer le régime pourri de Batista, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1952.

En effet, quelques années plus tôt, en 1953, Fidel Castro, jeune étudiant, révolté par la misère et la corruption, décide de faire un coup d'éclat. Avec quelques compagnons, ils décident d'attaquer la caserne de la Moncada, un grand camp militaire de la Havane, capitale de Cuba. Ils espéraient ainsi pousser la population à se révolter et à prendre le pouvoir. La tentative tourne en un véritable massacre. Castro échappe de justesse à la mort et est exilé au Mexique. Mais l'opération qui s'est déroulée totalement en dehors de la population des villes, avait eu un échos dans les campagnes, car Castro réclamait au nom des paysans, la réforme agraire.

Trois ans plus tard, avec 80 compagnons, Castro revient d'exil en 1956 et s'installe dans le maquis. De là, avec le soutien des paysans, il va harceler les troupes du dictateur Batista, qui mettaient le pays à feu et à sang, dans la plus totale impunité. Le maquis castriste n'a en lui-même, aucune chance contre l'armée régulière de Batista. Pendant de longs mois, la seule activité du maquis sera de se préserver, en évitant le contact avec les troupes envoyées pour le pourchasser. Mais le maquis sera un pôle autour duquel se cristallisera la montée du mécontentement.

Et en effet, les populations cubaines, qui supportaient de moins en moins l'odieuse tyrannie de Batista, vont porter leurs espoirs sur Castro, qui en deux ans de guérilla, va totalement isoler le régime de Batista. Dans les villes, les ouvriers, et même certains riches bourgeois aidaient les guerilleros de Castro, car personne ne pouvait plus supporter la vie à Cuba, devenu la capitale du crime et de la corruption. C'est ainsi que malgré son armée de 30 000 hommes entièrement équipée d'armes sophistiquées et entraînée par les USA, le régime de Batista tombera comme une feuille morte devant les "barbudos"

portés au pouvoir par un véritable soulèvement populaire.

Castro au pouvoir, le problème n'était pas pour autant résolu, car l'économie cubaine était au bord de la faillite. Les Etats Unis étant le premier partenaire de Cuba, (ils contrôlaient toute son économie) c'est à la bourgeoisie américaine que Castro va s'adresser. Une bourgeoisie américaine qui d'ailleurs s'était préparée à la chute de Batista et qui était par conséquent prête à continuer l'exploitation de Cuba, même avec Castro, considéré alors comme un brave démocrate.

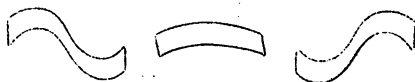
Seulement, elle voulait le faire sous ses conditions à elle. Car il ne fallait surtout pas que l'exemple de Cuba soit suivi par les autres pays d'Amérique Latine, tous sous la domination de l'impérialisme US. Castro aura beau montrer sa bonne volonté à l'égard de l'impérialisme américain en déclarant qu'il ne toucherait pas à ses intérêts, qu'il n'était pas communiste, la bourgeoisie américaine restera intransigeante. Fort du soutien dont il bénéficie dans son pays, Castro met l'impérialisme devant le fait accompli en nationalisant les biens américains et en redistribuant les terres.

La bourgeoisie américaine apprend donc avec surprise que Castro n'a pas reculé et que ses intérêts sont menacés à Cuba. Les Etats Unis décident de rompre avec Cuba et le blocus économique du pays est déclaré. La politique de Castro prend alors une tournure de plus en plus radicale et le pays se retrouvera aux côtés de l'URSS et de la Chine, qui voyaient là une occasion de contrer l'impérialisme américain dans sa chasse gardée que sont les pays d'Amérique Latine.

Certes, Fidel Castro a eu le courage de s'opposer à la main-mise de l'impérialisme sur Cuba. Il a rendu sa dignité au peuple cubain. Malgré la menace US à 100 Km de ses côtes, Castro a essayé et réussi certaines réformes économiques et sociales. Mais Cuba reste toujours un pays sous-développé. La culture de la canne à sucre, principale culture industrielle introduite par l'impérialisme américain, a été maintenue par Castro comme seul moyen pour industrialiser le pays et sortir Cuba du sous-développement. En fait, le sucre cubain se retrouve sur un marché mondial où les prix sont imposés par l'impérialisme.

Castro incarnait le nationalisme radical. L'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le régime castriste montre les limites du nationalisme, même radical. L'Etat cubain a conquis et sauvegardé son indépendance politique par rapport à l'impérialisme. Mais il n'a pas pu, malgré la volonté affichée des dirigeants cubains, moderniser l'économie cubaine. Il n'a pas pu non plus, continuer à incarner un type de régime proche du peuple.

Il est vrai qu'un soulèvement populaire a eu lieu à Cuba il y a 20 ans. L'enthousiasme des premières années est passée. Et aujourd'hui, le pouvoir né de ce soulèvement populaire de décembre 1959 est devenu le pouvoir d'un seul homme, Fidel Castro, qui décide et impose comme un dictateur, une politique qui maintient les ouvriers et les paysans pauvres dans la pauvreté, et qui les maintient à l'écart de la direction politique du pays.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.